



Observatoire  
régional  
de l'intégration  
et de la ville  
*Centre de ressources  
Grand Est*



# METTRE EN ŒUVRE LE FOND DE PARTICIPATION DES HABITANTS-ES



## CYCLE DE QUALIFICATION

AVRIL-MAI 2025



**SYNTHÈSE**



## L'ORIV

L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV) est une association qui se donne pour mission d'agir en faveur de l'intégration, du développement social urbain et de la lutte contre les discriminations, en intervenant sur les enjeux sociaux et les politiques publiques. Elle soutient et accompagne des habitants-es et des élus-es, des acteurs-rices institutionnels-les, des professionnels-les et des associations.

Elle produit et met à disposition des connaissances et des ressources, anime des temps collectifs et interpelle les acteurs sur les enjeux qu'elle repère. Implanté à Strasbourg, avec une antenne à Reims, l'ORIV déploie ses activités sur l'ensemble de la Région Grand Est.

Il s'appuie sur une équipe de 8 salariés-es, en lien avec les administrateurs-rices de l'association. L'ORIV bénéficie de soutiens financiers émanant de l'Etat, de collectivités, de l'Europe ainsi que de ressources propres issues de prestations et des cotisations des adhérents-es de l'association. A l'échelle nationale, l'ORIV participe au Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) et au Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI).

2

De mai à avril 2025, l'ORIV a proposé un cycle de qualification destiné à toutes les personnes concernées et intéressées par le soutien aux initiatives locales en quartiers populaires. Ce cycle, organisé en trois séances, avaient pour objectif de :

- Renforcer la culture commune des acteurs de la politique de la ville sur le fond de participation des habitants-es (FPH).
- Participer à la montée en compétence des acteurs de la politique de la ville sur la mise en place d'un fond de participation des habitants-es.

Ce document propose de synthétiser les éléments abordés lors des trois séances du cycle de qualification.



Siège : 1 rue de la Course - 67000 Strasbourg  
Antenne : 11 rue M-J Baillia-Rolland 51100 Reims  
Tél. 03 88 14 35 89 - [contact@oriv.fr](mailto:contact@oriv.fr) - [www.oriv.org](http://www.oriv.org)

Directrice de publication : Murielle Maffessoli  
Auteure de la synthèse : Laetitia Rocher  
Mise en page : Céline Albert

Date de publication : Août 2025

## QU'EST-CE QUE LE FPH ?

Le fond de participation des habitants-es (FPH) est un dispositif soutenu par l'ANCT. Il est donc différent des fonds d'initiative locales, ou des fonds de soutiens aux initiatives par exemple. Il est encadré par la circulaire du 25 avril 2000, remise à jour par la circulaire du 1er juillet 2024. Cette dernière vient, principalement, réintroduire l'Etat, via les délégués du Préfet, au centre du dispositif. Le FPH sert à financer de petits projets ponctuels qui émanent de propositions d'habitants-es. Il n'a donc pas vocation à financer le fonctionnement d'instance participative, notamment celui des conseils citoyens. Le FPH est toutefois un dispositif de soutien aux initiatives citoyennes.

## LE MONTANT

Les financements de projets, au titre du FPH, ne peuvent pas excéder 2000 euros et doivent financer des projets qui ne sont pas financés par ailleurs au titre du contrat de ville.

3

## POUR QUI ?

Le FPH visent principalement à soutenir des actions qui sont destinés aux habitants-es de quartiers populaires et mises en place par eux et elles. Toutefois, il est possible de financer des actions émanant de groupe mixte composé d'habitants-es habitant en QPV et hors QPV à condition que les actions soient à destination des habitants du QPV.

## QU'EST-CE QUI PEUT ETRE FINANCE ?

Toute action qui peut avoir un impact sur le quartier (Fête de quartier, Action de promotion de la santé, Sortie familiale).

## CE QUI NE PEUT PAS ETRE FINANCE

- Le fonctionnement du conseil citoyen
- Le salaire d'un prestataire
- Des actions déjà financées dans le cadre de l'APP contrat de ville

## QUI DONNE LES CREDITS DU FPH ?



Les crédits du FPH sont donnés par l'Etat à la structure porteuse. Les crédits FPH ne peuvent pas être versés sur le compte individuel d'un particulier.

## COMMENT METTRE EN PLACE UN FPH ET LE FAIRE VIVRE ?



### 1. Trouver une structure porteuse

Le FPH doit être portée par une personne morale (collectivité, association...) C'est elle qui reçoit les financements via transmission de factures.

A NOTER : une association ne peut pas être financée par le FPH et être porteuse du FPH.

La structure porteuse peut être simplement gestionnaire du fond, mais elle peut également apporter un appui aux habitants-es pour monter le dossier de financement du FPH.

Une CPO peut être signée pour qu'une structure porteuse porte le FPH pendant plusieurs années consécutives.



### 2. Définir le comité d'attribution / Sélection

#### ■ Composition :

Il se compose des co-financeurs du FPH c'est-à-dire à minima, et obligatoirement de l'Etat (notamment DP) et de la collectivité. Le comité d'attribution peut toutefois être composé d'autres partenaires financeurs tels que la CAF, ou les bailleurs mais aussi des habitants-es du quartier. Tout dépend de la configuration territoriale.

#### ■ Rôle :

Il examine les dossiers déposés par les habitants et décide ou non de leurs financements après audition des porteurs.

### 3. Définir le comité de pilotage

#### ■ Composition :

Ensemble des partenaires du FPH (Etat, collectivité, autres financeurs), y compris les habitants.

#### ■ Rôle :

Il se réunit une fois par mois, veille au respect des règles de fonctionnement, décide de son évaluation et peut réorienter la pratique du FPH si nécessaire.

## 4. Ecrire la charte de fonctionnement

La charte de fonctionnement vise à préciser, dans un document unique, l'ensemble des règles qui régissent le FPH. Si l'ANCT a mis à disposition un modèle de charte, elle peut également faire l'objet d'un travail collectif.

### LES FPH : UN OUTIL AU SERVICE DE LA PARTICIPATION DES HABITANTS ?



Le fond de participation des habitants-es, au sens de la circulaire du 1er juillet 2024 est un outil de soutien aux initiatives citoyennes qui s'articule avec les priorités du contrat de ville. Les thématiques du cadre de vie et de la gestion sociale et urbaines de proximité sont d'ailleurs celles qui reviennent le plus fréquemment dans les actions proposées par les habitants-es. Il en va de même pour la thématique du vivre ensemble.

Avec le FPH, les habitants-es sont censés-es avoir les moyens de monter et de mettre en œuvre eux-mêmes leurs actions. Le sens défendu par le fond de participation des habitants-es est donc bien de « faire avec » (si ce n'est laisser faire) et non plus de « faire pour » les habitants-es. Les habitants-es sont ainsi invités à participer à l'ensemble du processus, y compris au choix de financement de tel ou tel projet. Ils et elles participent donc bien à la prise de décision. C'est effectivement ce qui est permis par la mise en place d'une gouvernance participative, avec les comités de sélection et d'attribution. Ainsi gérer, il est possible de faire du FPH un outil à dimension collective, qui doit être utile pour le quartier. C'est un bon terrain pour expérimenter de nouvelles formes de coopérations entre citoyens-nes et représentants des instances publiques.